

Etablissement contractant

AEFE - Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger
23, place de Catalogne - 75014 PARIS /
1, allée Baco - BP 21509 - 44015 Nantes Cedex 1

Pouvoir adjudicateur

Mme Claudia SCHERER-EFFOSSE, Directrice générale de l'AEFE.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
ET PARTICULIERES (CCTP)

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES –
APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)**

**Réalisation d'études de potentiel, en vue du développement
de l'enseignement français à l'étranger**

AF2024.01.03

Le marché est passé en application des articles L1111-1, L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique (CCP).

Le présent document comporte 14 pages

Sommaire

1	Contexte.....	3
2	Objectif des études	3
3	Déroulé des études et délais	4
4	Périmètre des études.....	4
5	Attendus des études.....	5
5.1	Acteurs du territoire	5
5.2	Données de la zone concernée	5
5.3	Familles.....	5
5.4	Concurrence.....	6
6	Livrables.....	6
7	Engagements des parties	7
7.1	Engagements de l'AEFE	7
7.2	Engagements du prestataire.....	7
7.3	Lieux d'exécution des missions.....	8
7.4	Référence et expérience des soumissionnaires	8
8	Durée du marché	8
9	Etudes concernées par le marché.....	9

1 Contexte

La feuille de route 2023-2026 du développement de l'enseignement français à l'étranger (EFE) prévoit une attention particulière sur 11 pays, estimés à potentiel pour l'EFE : l'Inde, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la République Démocratique du Congo, le Nigéria, le Brésil, le Mexique, les Etats-Unis.

Une méthodologie d'accompagnement des postes diplomatiques a été conçue par l'AEFE pour les assister dans leur mission et construire avec eux une stratégie de développement adaptée à chaque géographie. L'un des piliers de cette méthodologie sera une **analyse de potentiel** pour comprendre le marché de l'éducation internationale et voir comment l'enseignement français à l'étranger peut s'y développer.

Dans cette perspective, l'AEFE souhaite mettre en œuvre, au fur et à mesure plusieurs marchés avec des cabinets de conseil en vue de la réalisation de ces études.

Au-delà des pays « à potentiel », ces marchés serviront également à mandater des études sur des territoires très ciblés pour des études de potentiel au cas par cas (exemple : Cracovie, Stuttgart, Ecosse).

Les périmètres de chacune de ces études varieront légèrement d'un pays à l'autre en fonction des contextes.

Ci-après, vous trouverez explicités les éléments communs.

2 Objectif des études

Les études ont pour objectif d'analyser le potentiel d'un pays donné, avec un ciblage géographique possible, en vue de l'implantation de nouveaux établissements de l'enseignement français à l'étranger (EFE) ou de densifier les effectifs des établissements existants. Pour chaque pays, l'étude analysera le marché de l'éducation d'un point de vue démographique, règlementaire, socio-économique et des perceptions du français et de l'EFE et fournira :

- Aux services de coopération et d'actions culturelles ainsi qu'à l'AEFE **des propositions d'actions concrètes** pour promouvoir et renforcer l'enseignement français à l'étranger ;
- Aux investisseurs potentiels de l'EFE une vue suffisamment précise du **potentiel du pays** ou des zones concernées (sans que cette étude ne se substitue à une étude de besoin détaillée de l'investisseur).

3 Déroulé des études et délais

La prestation d'études prévoit 5 étapes :

1. **Brief détaillé du périmètre de l'étude.** Une réunion de lancement sera organisée entre les différentes parties prenantes (Postes diplomatiques, AEFE et Ministère de l'Europe et des affaires étrangères) pour valider les zones géographiques dans le pays concerné, les interlocuteurs, la méthodologie. Un relevé de conclusions sera proposé par le titulaire dans la semaine suivant la réunion de lancement.

2. **Réalisation de l'étude :** prise de contact par le titulaire du marché des différents interlocuteurs mentionnés dans l'étude, réalisation des études de perception, analyse des données socio-économiques et démographiques. Deux points intermédiaires à minima avec le référent SDC (voir ci-après) de l'AEFE seront à prévoir.

3. **Remise d'un pré-rapport sous format powerpoint à l'AEFE pour échanges,** 7 semaines maximum après le brief détaillé de la réunion de lancement. Ajustements et renvoi du rapport suite aux remarques de l'AEFE dans la semaine suivant l'échange avec l'AEFE

4. **Présentation des conclusions sous format powerpoint au poste diplomatique, au Ministère de l'Europe et des affaires étrangères et à l'AEFE** par le titulaire du marché, à une date communiquée par l'AEFE. Ajustements éventuels du rapport suite aux remarques des participants. Remise du rapport final à l'AEFE et au poste diplomatique dans la semaine suivant la présentation.

5. **Présentation des conclusions, à une date communiquée par l'AEFE, sous format powerpoint aux investisseurs,** par le titulaire du marché ou l'AEFE selon les cas. La version pour les investisseurs pourra être légèrement ajustée par le titulaire du marché, sur demande de l'AEFE, par rapport à la version présentée au poste.

4 Périmètre des études

Le périmètre défini pourra être le **pays, une région ou une ville donnée**. Lorsqu'il s'agira d'une étude pays, il sera demandé de faire un focus sur quelques grandes villes ou zones (4 maximum), particulièrement pour ce qui concerne les aspects réglementaires, le marché de l'éducation internationale, l'analyse des institutions présentes sur place.

Le présent marché est alloté en 3 lots distincts par zone d'étude :

- Lot 1 : Nigéria
- Lot 2 : République démocratique du Congo
- Lot 3 : Sénégal

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

5 Attendus des études

Pour chaque étude, il sera demandé d'investiguer les points suivants :

5.1 Acteurs du territoire

- **Interroger les acteurs** suivants sur la perception et le potentiel du français et de l'EFE dans la zone, selon le questionnaire fourni en annexe au CCTP (d'autres questions pourront être rajoutées par le titulaire sans que cela entraîne une augmentation ou un changement des prix) :

- **Institutions culturelles** ou représentations françaises : instituts français, alliances françaises, Campus France, autres acteurs de la francophonie (réseau FLAM et association/réseaux francophiles connus du poste diplomatique).
- **Entités économiques**, par exemple : chambres de commerce franco-« pays de l'étude », CCE des territoires concernés, Business France, service économique du poste, CFE, grandes entreprises (locales, internationales et françaises : approche différenciée) – a minima 3 acteurs économiques interrogés.
- **Chefs d'établissements de l'EFE** (le nombre sera défini pour chaque demande d'étude)
- **Investisseurs de l'éducation** (les contacts seront demandés)

5.2 Données de la zone concernée

- **Comprendre le contexte réglementaire** ayant un impact sur l'implantation d'un établissement de l'EFE sur place (validation des autorités, contraintes réglementaires sur les locaux, sur les programmes, sur les personnels, sur les cycles enseignés) ;

- **Comprendre le contexte démographique** : son évolution passée et ses prévisions, ayant un impact sur l'implantation d'un établissement de l'EFE sur place (viviers croissants ou stables), données des différentes communautés susceptibles d'être intéressées par l'EFE.

5.3 Familles

- **Interroger les familles** de la zone sur
 - leur perception du français,
 - leur perception de l'EFE,
 - leurs motivations pour l'éducation internationale
 - leurs critères de choix d'une école internationale.

Cette interrogation se fera par le biais d'un questionnaire aux familles déjà inscrites dans une structure EFE et d'un questionnaire aux familles non « clientes » ; les questionnaires feront l'objet d'une validation préalable par l'AEFE.

- **Evaluer le potentiel de familles concernées** (selon des critères socio-économiques pour les familles nationales, selon les viviers de familles « internationales », selon les viviers de familles françaises...)

- **Identifier les zones à potentiel pour un maillage du réseau harmonieux** : dans le cas de réseaux de l'AEFE déjà denses, fournir une analyse précise des zones potentielles pour de futurs établissements de l'EFE, en prenant en compte le potentiel de familles, les habitudes de trajet, l'implantation d'écoles existantes et les lieux d'habitation.

5.4 Concurrence

- **Analyser la concurrence locale** en matière d'éducation internationale, identifier les éventuels groupes éducatifs déjà présents.
- Réaliser un **SWOT** détaillé : au regard de l'analyse de la perception et de la concurrence, construire une analyse des forces et faiblesses de l'offre française sur la zone d'analyse, fournir une typologie d'arguments pour convaincre les familles du pays de rejoindre l'EFE, indiquer des pistes sur les supports/ modes à privilégier pour diffuser ces arguments (réseaux sociaux, lesquels, canaux officiels, affichages...), identifier les influenceurs / décideurs à convaincre et les relais pour déployer l'argumentation.

Une grille de question est donnée en annexe au CCTP et servira de canevas pour les entretiens auprès des différentes institutions. Le titulaire sera libre de la compléter s'il le souhaite.

6 Livrables

Le titulaire fournira le pré-rapport (7 semaines après la réunion de lancement), le rapport final ainsi qu'une présentation synthétique (l'ensemble des documents sous format Powerpoint) à destination de l'AEFE, du poste diplomatique et des investisseurs. Ils seront remis en version numérique. Selon les zones, la langue du rapport sera demandée en français ou en anglais.

Le rapport final sera organisé comme suit :

- Une synthèse du rapport « Executive Summary »
- Un slide sur la méthodologie de l'étude
- Une présentation du pays : réglementation, description synthétique du système éducatif, marché de l'éducation internationale, chiffres clés.
- Une présentation de la zone ou des zones d'études : réglementation, marché et potentiel de l'éducation internationale, chiffres clés, démographie (nationale, internationale, française), évolution de la démographie, particulièrement sur la cible correspondante, perception et appétence pour la francophonie, présence des écoles de l'EFE, de la francophonie, des grandes entreprises françaises, tout fait marquant pouvant avoir un impact sur le développement de l'enseignement français à l'étranger.
- Si le réseau pays de l'EFE est dense, identification et justification des zones ciblées pour le développement futur.
- Perception et appétence pour l'éducation internationale, la francophonie et pour l'EFE (analyse issue des questionnaires et des entretiens) ;
- Analyse forces / faiblesses de l'offre française de l'EFE sur la zone

- Analyse des facteurs clés de succès (influenceurs, arguments, actions à mettre en œuvre...) pour le développement de l'EFE sur la zone
- Préconisations pour le développement de l'EFE dans le pays

En annexe du rapport final fourni par le titulaire, dans un document séparé, le titulaire fournira :

- Le ou les questionnaires utilisés
- La liste des personnes interrogées, avec les modalités de l'entretien (questionnaire, visio, mail...)
- La base de données des questionnaires

7 Engagements des parties

7.1 Engagements de l'AEFE

Pour chaque étude, l'AEFE mettra à disposition un référent de la Sous-Direction du Développement et du Conseil (SDC) qui sera le correspondant du titulaire pendant toute la durée de l'étude.

L'AEFE fournira les données de la base de données *ISC Research*, à savoir un fichier excel contenant la liste des écoles internationales, leur taille, leur adresse, leur curriculum, leur tarif aux familles. Une carte des écoles internationales sur les zones concernées pourra également être fournie. Quand il est disponible, un rapport d'analyse d'ISC sur le pays pourra être fourni. L'AEFE fournira également les effectifs des établissements de l'EFE présents sur le territoire concerné et leur évolution sur les dernières années.

Par ailleurs, le poste diplomatique et l'AEFE mettront le cabinet de conseil en lien avec les différents interlocuteurs nécessaires à la réalisation de l'études : institutions françaises (Alliance Française, Institut Français...), chefs d'établissement de l'EFE, investisseurs. Le cabinet de conseil, en fonction de ses propres réseaux, pourra proposer dans son offre par pays, d'autres interlocuteurs à contacter.

7.2 Engagements du prestataire

Le prestataire s'engage à ce que les données fournies par l'AEFE ou le poste diplomatique, les entretiens et les conclusions de ces études ne soient pas utilisées à d'autres fins et pour d'autres clients. Les résultats intégraux de ces études appartiendront à l'AEFE.

Les données ISC fournies par l'AEFE devront être supprimées dans les 30 jours suivant la fin de la mission par le prestataire, le prestataire fournira un courrier certifiant de cette suppression dans les délais définis.

Pour toutes les mises en relation fournies par l'AEFE ou le poste diplomatique, le prestataire s'engage à faire au minimum deux relances s'il ne recevait pas les réponses dans les délais impartis. Au-delà, de ces deux relances, les parties concluront que le contact ne peut être productif d'informations pour l'étude.

Les prestataires devront déclarer dans leur offre et tout au long de la procédure tout lien contractuel avec un groupe éducatif ou un investisseur potentiel qui pourraient les placer dans une situation de conflit d'intérêts.

7.3 Lieux d'exécution des missions

Aucun déplacement n'est prévu dans le cadre de cette mission d'études. Les réunions de restitution se feront en visioconférence.

7.4 Référence et expérience des soumissionnaires

Par mesure de commodités, les intervenants du titulaire travaillant sur ce marché sont appelés ci-après « consultants ».

Les CV des consultants chargés de la mission d'analyse devront être fournis. L'AEFE s'attachera particulièrement à vérifier que l'équipe prévue dispose d'une expertise dans le secteur éducatif (une expérience de l'EFE serait un plus) et une bonne maîtrise du territoire concerné. Un consultant implanté dans le pays d'origine sera donc considéré comme un avantage.

Les consultants s'engagent à ne réutiliser ni la méthodologie, ni les résultats des études qui leur sont confiées pendant ou après l'étude pour une durée de 10 ans. Cette disposition vise à prévenir tout conflit d'intérêt d'une part et tout risque relatif à la divulgation d'informations à caractère sensible ou concurrentielle.

8 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois maximum (période d'une étude).
Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché.

Pour chaque étude, la date de la réunion de lancement se tiendra dans un délai de 14 jours maximum, après notification du marché à l'attributaire.
Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours après la réunion de lancement pour transmettre le relevé de conclusion.

Les zones d'études retenues pour la présente consultation sont : Nigéria, République démocratique du Congo et Sénégal.

En application à l'article R 2142-15 du CCP, les candidats peuvent répondre à 3 lots maximum.

9 Etudes concernées par le marché

Les candidats répondront à un objectif d'étude déterminé avec engagement de résultat sur une zone géographique donnée.

Il est porté à l'attention des candidats qui présenteront plusieurs offres de veiller à présenter des dossiers distincts.

Pour chaque étude, la réunion de lancement de l'étude se tiendra dans les 14 jours de la notification du marché, pour une restitution du pré-rapport de l'étude par le titulaire dans les délais présentés à l'article 3 du CCAP.

➤ Lot n°1 : Nigéria

L'étude s'attachera à analyser le potentiel de développement sur les quatre villes principales du pays où les conditions de sécurité le permettent :

- Lagos
- Abuja
- Ibadan
- Kaduna

L'étude identifiera la ou les zones potentielles pour implanter d'autres établissements français (à un niveau de quartier) après identification des grands projets résidentiels et urbains à venir. L'étude prendra en compte le maillage de l'EFE déjà présent, les habitudes de transport des familles, de « consommation » de l'éducation internationale, du potentiel socio-économique des familles.

Par ailleurs, il sera demandé au candidat de mener les entretiens suivants :

- 2 chefs d'établissements seront contactés – les 2 établissements homologués
- 2 investisseurs / porteurs de projet d'école – les noms seront fournis mais le candidat pourra proposer d'autres noms
- 5 acteurs du monde économique ou de l'éducation, a minima (réseau des CCEF, chambre de commerce, le service économique régional, les écoles de référence...) – à identifier conjointement par le poste diplomatique et le candidat.
- 5 acteurs parmi les 20 écoles partenaires du réseau de l'Institut Français du Nigéria
 - Regent School
 - Springhall
 - Glowing Ages Academy
 - Aduvie
 - Premier International School

- 2 ou 3 influenceurs de réseaux sociaux : entretiens visant à être utilisés comme vecteurs de communication – noms fournis par le SCAC, à compléter éventuellement par le candidat
 - @speakfrenchfast
 - @nousparlonsfrancais_Naija
- Lors de l'entretien des familles de la zone sur leur perception du français, leur perception de l'EFE, leurs motivations pour l'éducation internationale et leurs critères de choix d'une école internationale, compléter en les interrogeant sur leur potentiel intérêt pour la création d'une « boarding school » à Lagos ou Abuja
- **Les informations auprès des 4 autorités locales concernées seront données par le poste et leurs relais locaux. Le candidat en fera une synthèse dans l'étude :**
 - Education Resourcer Center/ Ministère de l'éducation d'Abuja
 - Multilingual Center/ Ministère de l'éducation de Lagos
 - Président Alliance Française Kaduna / Ministère de l'éducation de Kaduna
 - Président Alliance Française Ibadan / Ministère de l'éducation d'Ibadan

Comme pour toutes les études, le candidat interrogera les acteurs de la diplomatie linguistique et culturelle française : Institut Français, Alliances françaises, Campus France, ...

La base ISC Research sera fournie pour l'identification des écoles internationales sur la zone, cette base n'étant pas exhaustive.

Un montant estimatif de 15 000 euros HT (18 000 euros TTC) est prévu pour cette étude.

➤ **Lot n°2 : République démocratique du Congo**

L'étude s'attachera à analyser le potentiel éducatif de développement des villes de Kinshasa, Kolwesi et de Lubumbashi. L'étude identifiera la ou les zones potentielles pour implanter d'autres établissements français (à un niveau de quartier). L'étude prendra en compte les habitudes de transport des familles, du potentiel socio-économique des familles. Seront considérés les deux établissements de l'EFE déjà présents ainsi que les écoles déjà identifiées comme candidates potentielles pour l'homologation. Aussi, la perception des familles d'une offre internationale française, de l'EFE, leurs motivations pour l'éducation internationale et leurs critères de choix d'une école internationale sera recherchée.

Par ailleurs, il sera demandé au titulaire d' :

- **Analyser les nationalités** présentes dans les établissements de l'EFE et des écoles internationales (dans la mesure où cette information peut être fournie par les établissements) et fournir des pistes pour augmenter l'attractivité pour certaines nationalités ;
- **Evaluer l'évolution démographique des populations internationales en RDC** (via les entretiens auprès du consulat français et d'autres consulats) ;

- Le titulaire proposera **un focus sur le potentiel chez les familles** avec un niveau de vie permettant de financer une éducation internationale. L'étude de perception (questionnaire) intégrera aussi ce volet pour bien comprendre leurs attentes en matière d'éducation ;
- Comprendre les **perspectives d'évolution des autorités éducatives** sur les territoires analysés en consultant le Ministère de l'éducation et 1 (ou 2) coordonnateur provincial de l'éducation (coordonnées et noms fournis par l'AEFE ou le poste diplomatique) ; il sera demandé une **synthèse au candidat sur la vision des autorités en matière de développement d'écoles internationales et sur les éventuelles contraintes** qui s'appliquent ;
- **2 chefs d'établissements** seront contactés (coordonnées et noms fournis par l'AEFE ou le poste diplomatique) et l'attaché de coopération pour le français ;
- **5 acteurs du monde économique**, a minima (chambre de commerce franco congolaise, le poste économique, AFD, chefs d'entreprise, CCE,...) – à identifier conjointement par le poste diplomatique et le titulaire ;
- **2 anciens du comité de gestion du lycée français René Descartes** de Kinshasa (coordonnées et noms fournis par l'AEFE ou le poste diplomatique).

Comme pour toutes les études, le titulaire interrogera les acteurs de la diplomatie linguistique et culturelle française : Institut Français, Campus France,...

Le délai après la réunion de lancement pour l'édition du pré-rapport : 8 semaines.

Un montant estimatif de 15 000 euros HT (18 000 euros TTC) est prévu pour cette étude.

➤ **Lot n°3 : Sénégal**

L'étude s'attachera à analyser le potentiel de développement d'EFE dans la zone englobant le grand Dakar jusqu'à la Petite Côte, au Sénégal. L'étude identifiera la ou les zones potentielles pour implanter d'autres établissements français (à un niveau de quartier) ainsi qu'une analyse des niveaux scolaires à privilégier. Pour les villes possédant déjà un établissement homologué, l'étude identifiera et justifiera la ou les zone(s) potentielle(s) pour implanter un nouvel établissement, en prenant en compte le maillage de l'EFE déjà présent, les projets à venir identifiés par le SCAC, l'offre concurrente, les habitudes des familles (transport, motivations pour l'éducation internationale, potentiel socio-économique...)

Pour ce faire, il sera demandé au titulaire de rencontrer des acteurs - préalablement identifiés par le SCAC et l'AEFE - pour :

- **Evaluer l'évolution urbaine et démographique dans la zone identifiée** : le Consul général de France au Sénégal et éventuellement d'autres pays tiers, le consul honoraire de Saly, les élus des Français de l'Etranger, le SGA, l'AFD, les autorités compétentes locales dans les mairies de Dakar, Dianmiadio et Saly, certaines entreprises de relocation/courtiers en immobilier.

- **Evaluer l'évolution économique dans la zone identifiée** : le service économique de l'Ambassade de France, Business France, la Chambre de commerce européenne (Eurocham), les conseillers du commerce extérieur de la France, les chambres de commerce locales (Dakar/Petite Côte), des entreprises sélectionnées ayant intérêt à ce que des EFE se développent, des organisations internationales : DUE, RH UN, ONU, AUF
- **Dresser un profil démographique et socio-économiques dans la zone et déterminer un public cible** : consultations de données en ligne ainsi que consultation du CCAS de l'Ambassade de France. Si le candidat connaît des bases de données pertinentes, il le mentionnera dans sa réponse.
- **Comprendre la perception des familles quant à l'offre internationale française, à leurs motivations et critères pour choisir une école privée** : une étude de perception via un questionnaire sera à réaliser auprès des familles. Des réunions avec un panel de parents, une association d'entraide pour les expatriés, et les élus des Français de l'étranger sont à prévoir pour cerner besoins et attentes.
- **Mesurer l'impact des projets déjà existants dans la zone** : 2 à 3 porteurs de projets (et davantage si le titulaire le souhaite), ainsi que le comité de gestion et le proviseur du lycée français de Saly. Le poste mettra également à disposition la liste des chefs d'établissements des EFE existants dans la zone, que le titulaire pourra contacter au besoin, après concertation avec le SCAC.
- **Analyser les écoles privées concurrentes dans les zones cibles : implantation, nombre, typologie, mode de fonctionnement, statuts...** Evaluation également du potentiel de d'accueil d'une section française homologuée dans ces écoles.
- **Proposer un focus sur les populations internationales susceptibles d'être intéressées par notre offre homologuée** (en particulier la présence d'internationaux ou autres francophones/francophiles).

Comme pour toutes les études, le titulaire interrogera les acteurs de la diplomatie linguistique et culturelle française : COCAC, ACE, Campus France,...

Le SCAC et l'AEFE mettront à disposition la liste des contacts évoqués précédemment. Le titulaire peut également proposer des contacts qu'il aurait identifiés.

Le titulaire pourra réunir certains acteurs lors d'un même temps d'échange, après accord du SCAC.

Les entretiens avec les autorités sénégalaises seront systématiquement effectués en lien avec le poste diplomatique (prise de contact et rendez-vous). Le candidat précisera s'il a déjà des contacts auprès d'une ou plusieurs autorités sénégalaises.

Le délai après la réunion de lancement pour l'édition du pré-rapport : 8 semaines.

Un montant estimatif de 12 000 euros HT (14 400 euros TTC) est prévu pour cette étude.

Annexe au CCTP

ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE D'UN TERRITOIRE

Analyse de la zone

Qui ?

Situation démographique de la zone (échelle pays, province, ville) : nombre de naissances, nombre d'enfants de 3 à 15 ans, flux migratoires, cartographie des principales villes de la zone visée,...	CONSULAT
Revenus des familles : revenus moyens par habitant, part de la dépense éducative	EXTERNE
Contexte réglementaire, facilité de s'implanter pour une entreprise ?	PE
Etat de l'immobilier scolaire (obligations réglementaires, disponibilité et tarif éventuel au m2 selon ville si nécessaire)	PE

Zoom sur les populations cibles

Population française, nombre d'enfants de 3 à 18 ans, typologie des familles	CONSULAT
Population francophone et d'autres pays tiers : données démographiques par pays, statuts (familles, travailleurs isolées)	EXTERNE
Population avec des revenus élevés => volume, les zones d'habitation, les choix d'éducation pour les enfants, le nombre d'enfants par famille	EXTERNE
Zones d'habitation des populations internationales et / ou aisées sur le territoire	EXTERNE

ANALYSE DE L'ECOSYSTEME EDUCATIF SUR LE TERRITOIRE

Système national

Âge de démarrage de l'école, âge de fin, diplôme	SCAC
Nombre d'écoles sur la zone (privées, publiques) – nombre d'élèves	SCAC
Analyse succincte de l'offre scolaire nationale : pénurie d'école ou excédent (zone à trouver), forces sur certains domaines ou non	SCAC
Focus sur la maternelle dans le pays (pénurie, reconnaissance, ministère, offre éducative ?)	EXTERNE
Reconnaissance du Bac français (et BFI) par les universités locales (équivalence + appréciation des élèves par le système supérieur local)	SCAC
Situation en terme d'enseignants (diplômes exigés, nombre suffisant, valorisation,...)	SCAC
Ecosystème économique autour de l'éducation (utilisation du numérique, services connexes à l'éducation,...)	EXTERNE
Recours au cours particulier	EXTERNE

L'EFE et les écoles internationales dans la zone

Existe-t-il un cadre exigé par le Ministère de l'éducation local pour les écoles internationales (enseignements de la langue locale, de la culture, laïcité quota maximum d'élèves locaux,...), statut de l'école	SCAC
Nombre d'écoles francophones, d'écoles internationales, de l'EFE, label franceducation – cartographie	EXTERNE
Evolution de l'éducation internationale sur le territoire dans les 10 dernières années ?	EXTERNE
Présence de groupes éducatifs internationaux ? – description, schéma d'implantation	EXTERNE
Si existant, perception de l'EFE par les familles (enquête de satisfaction ?)	SCAC
Focus sur l'enseignement du français : où est-il enseigné dans les écoles internationales ?	SCAC
Positionnement « produit éducatif » des écoles internationales (diplômes, plurilinguisme et choix de langues, sport, arts, épanouissement des élèves, apprentissage du français...) et positionnement prix (schéma de prix et montant)	EXTERNE
Présence de l'enseignement supérieur français sur la zone	SCAC
Positionnement marque employeur de ces écoles (niveau de salaire, type de recrutement,...)	EXTERNE
Habitudes des familles aisées en terme de services connexes (bus scolaires, uniforme, restauration, périscolaires, cours particuliers,...) et critères de choix d'une école	EXTERNE
Quelles possibilités de subvention pour les écoles internationales ou l'EFE ?	SCAC

LE PAYSAGE LINGUISTIQUE

Langues du pays

Langues nationales	SCAC
Eventuelles obligations scolaires ou réglementaires relatives à la langue	SCAC
% des langues les plus parlées	SCAC

La place du français

Place du français dans le programme éducatif local ?	SCAC
Appréciation générale de la francophonie dans la zone	SCAC
Présence d'un institut français / d'une alliance française sur la zone – nombre d'élèves de moins de 18 ans, nombre d'élèves adultes – nombre de certificats DELF/DALF, TCF délivrés cha	SCAC
Présence d'association FLAM (volume, localisation, offre,...)	SCAC
Existe-t-il des écoles privées de langues dispensant du français ?	EXTERNE